

Projet de règlement grand-ducal portant modification du règlement grand-ducal du 12 février 2009 relatif au bureau centralisateur gouvernemental installé à l'occasion des élections législatives, européennes et communales

EXPOSE DES MOTIFS

Le présent projet de règlement grand-ducal fait suite aux modifications apportées à la loi électorale modifiée du 18 février 2003 à l'endroit du nouveau paragraphe 5 de l'article 116^{ter} de la loi précitée, qui concerne le bureau centralisateur lequel prévoit dorénavant que le montant des indemnités revenant à ses membres doit être déterminé par règlement grand-ducal.

À l'heure actuelle, le règlement grand-ducal du 12 février 2009 relatif au bureau centralisateur gouvernemental installé à l'occasion des élections législatives, européennes et communales, ne contient toutefois pas de dispositions relatives au montant des indemnités revenant aux membres du bureau centralisateur et laisse la fixation des indemnités à la discrétion du Gouvernement en Conseil.

Pour se conformer aux nouvelles dispositions légales, le Gouvernement propose de reprendre les dispositions actuellement contenues dans l'arrêté du Gouvernement en Conseil du 9 février 2018 portant installation d'un bureau centralisateur gouvernemental à l'occasion des élections législatives du 14 octobre 2018 ainsi que dans l'arrêté du Gouvernement en Conseil du 21 juin 2017 portant instauration du bureau centralisateur gouvernemental chargé de la détermination et de la diffusion des résultats des élections communales ordinaires du 8 octobre 2017, qui a été pris à l'occasion des élections communales de l'année 2017, et de les intégrer dans le règlement grand-ducal du 12 février 2009 relatif au bureau centralisateur gouvernemental installé à l'occasion des élections législatives, européennes et communales. Le présent projet de règlement grand-ducal fixe ainsi le montant des indemnités revenant aux membres du bureau centralisateur pour l'ensemble des élections législatives, européennes et communales à venir.

TEXTE DU PROJET

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu l'article 116^{ter} de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 ;

L'avis de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics ayant été demandé ;

Notre Conseil d'État entendu ;

Sur le rapport de Notre Premier ministre, ministre d'État et de Notre Ministre de l'Intérieur et après délibération du Gouvernement en conseil ;

Arrêtons :

Art 1^{er}. L'article 6 du règlement grand-ducal du 12 février 2009 relatif au bureau centralisateur gouvernemental installé à l'occasion des élections législatives, européennes et communales est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 6. Les membres du bureau centralisateur et les agents qui lui sont adjoints ont droit chacun à une indemnité de trente euros par heure. Pour les travaux d'organisation antérieurs au jour du scrutin, les membres du bureau chargés de la direction et de l'organisation du bureau ont droit à une indemnité supplémentaire forfaitaire de cent-cinquante euros. »

Art. 2. Dans le même règlement grand-ducal, sont insérés les articles 7 et 8 nouveaux, rédigés comme suit :

« Art. 7. Les agents chargés des travaux préparatoires des élections législatives, européennes et communales, des travaux de contrôle, de classement et de l'évacuation des colis postaux envoyés après le jour du scrutin par les bureaux principaux des communes au Ministère d'État, en cas d'élections législatives et européennes, et au Ministère de l'Intérieur, en cas d'élections communales, ont droit à une indemnité de vingt-cinq euros par heure.

Art. 8. Les indemnités en question aux articles 6 et 7 ci-dessus sont payables sur la base d'états en double certifiés sincères par les intéressés et visés par le chargé de direction du bureau centralisateur gouvernemental. Elles sont imputables sur le budget de l'État en cas d'élections législatives et européennes et sur le fonds de dépenses communales en cas d'élections communales. »

Art. 3. Notre Premier ministre, ministre d'État et Notre Ministre de l'Intérieur sont chargés de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg.

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Ad article 1

L'article 6 du règlement grand-ducal du 12 février 2009 relatif au bureau centralisateur gouvernemental installé à l'occasion des élections législatives, européennes et communales est remplacé par une nouvelle disposition qui fixe le montant de l'indemnité revenant aux membres du bureau centralisateur et aux agents qui sont adjoints au bureau à trente euros. Les membres du bureau qui sont chargés de la direction et de l'organisation du bureau ont droit à une indemnité supplémentaire forfaitaire pour les travaux d'organisation antérieurs au jour du scrutin. Cette indemnité est fixée à cent-cinquante euros.

Cet article constitue la reprise des dispositions actuellement inscrites à l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement en Conseil du 9 février 2018 portant installation d'un bureau centralisateur gouvernemental à l'occasion des élections législatives du 14 octobre 2018 et à l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement en Conseil du 21 juin 2017 portant instauration du bureau centralisateur gouvernemental chargé de la détermination et de la diffusion des résultats des élections communales ordinaires du 8 octobre 2017.

Ad article 2

Il est inséré un nouvel article 7 qui reprend et combine les dispositions actuellement inscrites à l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement en Conseil du 9 février 2018 portant installation d'un bureau centralisateur gouvernemental à l'occasion des élections législatives du 14 octobre 2018 et à l'article 6 de l'arrêté du Gouvernement en Conseil du 21 juin 2017 portant instauration du bureau centralisateur gouvernemental chargé de la détermination et de la diffusion des résultats des élections communales ordinaires du 8 octobre 2017.

L'article 7 a pour objet de fixer l'indemnité revenant aux agents chargés des travaux préparatoires des élections législatives, européennes et communales des travaux de contrôle, de classement et de l'évacuation des colis postaux envoyés après le jour du scrutin par les bureaux principaux des communes au Ministère d'État, en cas d'élections législatives et européennes, et au Ministère de l'Intérieur, en cas d'élections communales, à vingt-cinq euros par heure.

Le règlement grand-ducal du 12 février 2009 relatif au bureau centralisateur gouvernemental installé à l'occasion des élections législatives, européennes et communales est par ailleurs complété par un nouvel article 8 qui dispose que les indemnités précitées sont payables sur la base d'états en double certifiés sincères par les intéressés et visés par le chargé de direction du bureau centralisateur gouvernemental. Il est par ailleurs précisé que les indemnités sont imputables sur le budget de l'État en cas d'élections législatives et européennes et sur le fonds de dépenses communales en cas d'élections communales.

Cet article constitue la reprise des dispositions actuellement inscrites à l'article 6 de l'arrêté du Gouvernement en Conseil du 9 février 2018 portant installation d'un bureau centralisateur

gouvernemental à l'occasion des élections législatives du 14 octobre 2018 et à l'article 7 de l'arrêté du Gouvernement en Conseil du 21 juin 2017 portant instauration du bureau centralisateur gouvernemental chargé de la détermination et de la diffusion des résultats des élections communales ordinaires du 8 octobre 2017.

Suite à l'insertion des nouveaux articles 7 et 8, l'article 7 initial du règlement grand-ducal précité devient l'article 9 nouveau.

Ad article 3

Sans commentaire.